



Conférence de presse  
Lundi, 19 mars 2012

# EDUCATION

La réforme scolaire dans l'impasse ?!

**Claude ADAM,**  
Député déli gréng

**Dina RAMCILOVIC,**  
Porte-parole déli jonk gréng

# La réforme scolaire dans l'impasse ?!

Le 25 novembre 2011, 10 jours avant la présentation d'une proposition de texte de loi concernant la réforme du lycée par la ministre, déi gréng avaient déjà déclaré lors d'une conférence de presse qu'il fallait certes « **réformer, mais pas de cette manière et pas dans l'urgence** » et se sont prononcés pour le report de la réforme des classes supérieures de l'enseignement secondaire luxembourgeois afin de se mettre d'accord – avec tous les acteurs - sur les véritables faiblesses du système actuel et de s'accorder sur les objectifs d'une réforme. La conclusion de la conférence de presse du 25 novembre fut la suivante: « **Le projet de réforme actuel ne fut pas élaboré en coopération avec les acteurs du terrain, il est construit sur des prémisses erronées quant aux faiblesses du système luxembourgeois, collectionne les incohérences entre objectifs et mesures, ignore les questions pédagogiques pourtant essentielles qui auraient du être tranchées en premier lieu et il n'est pas une urgence. Il est donc insensé de vouloir déposer déjà un avant-projet de loi en date du 5 décembre !** »

Aujourd'hui, quatre mois plus tard, force est de constater que Madame la Ministre n'a pas daigné nécessaire de changer ni son approche envers les acteurs, ni son calendrier, ni le contenu de la réforme ni même sa stratégie de communication catastrophique.

Une première proposition de texte de loi fut présentée le 5 décembre et les projets de règlements grand-ducaux afférents sont disponibles depuis février 2012. Après la lecture des ces textes la contestation s'est considérablement accrue et converge – certes pour des raisons pas toujours identiques – entretemps dans la revendication d'une mise à plat du projet de réforme et d'une période de réflexion menant à un processus de réforme plus serein et consensuel.

Tandis que l'ensemble des syndicats du secteur mobilise pour une manifestation générale, le jeudi 22 mars, vingt-deux Commissions Nationales des Programmes de l'Enseignement Secondaire demandent ensemble avec les délégations du personnel de 28 établissements le retrait du texte en vue de faire enfin « *une analyse transparente et honnête de la situation actuelle de l'enseignement - fondamentale,*

*secondaire technique et secondaire - dans le souci d'éviter une réforme bâclée à l'image de la réforme de l'enseignement professionnel, pour définir avec précision les objectifs de réforme réalisables et cohérents et pour identifier les besoins réels des élèves. ».* Ensemble avec les syndicats, ils proposent pour ce faire un échéancier de 12 à 18 mois.

déi gréng restent convaincus que la présentation du texte ministériel le 5 décembre dernier fut une erreur. Nous soutenons par conséquent l'idée d'une « *mise à plat* » du projet de texte actuel.

Toutefois, il nous importe également de préciser que tout n'est pas mauvais dans les propositions de réformes actuelles.

Nous déplorons l'amalgame qui fut créé – volontairement ou non - entre la réforme de l'Enseignement secondaire et la réforme de la Fonction publique. Bien que cette dernière ait logiquement un impact sur le monde de l'enseignement public, il nous semble important d'arriver à discuter ces deux réformes de manière séparée. Dans nos yeux, l'une devrait être une réforme sur le modèle d'enseignement souhaité, sur les objectifs, les structures et les moyens utiles, voire indispensables, à la préparation optimale de l'avenir des élèves luxembourgeois. L'autre réforme ne devrait que concerner le statut et la carrière des différents intervenants de l'enseignement public. Or, il est vrai que les textes et les calendriers actuels ne sont absolument pas propices au débat séparé.

Voici sous forme d'un tableau les principales divergences et accords quant aux revendications centrales que le front syndical a mis en avant pour la manifestation de jeudi :

<b>Revendications syndicales</b> (Texte original en FR et LUX)	<b>Position de déi gréng</b>
<i>Pour l'enseignement fondamental :</i>	
<p> <b>La refonte des bilans d'évaluation actuels, incompréhensibles et surchargés ;</b>            Eng grondsätzlech Afrostellung vum «Enseignement par compétences» an eng radikal Revisioun vun den aktuellen Evaluationsbilanen;         </p>	<p>           déi gréng sont également d'avis que les bilans d'évaluation actuels sont surchargés et trop incompréhensibles. Il faudra les retravailler afin qu'ils puissent donner un « feedback » précieux et utile aussi bien à l'élève, qu'à ses parents et à ses enseignants successifs sur le niveau de connaissance, les points faibles et les points forts ainsi que la progression de l'élève.         </p> <p>           Par conséquent, déi gréng ne veulent en aucun cas un retour aux anciens bulletins, garant de la culture de l'échec dans nos écoles.         </p>
<p> <b>Le relèvement du contingent de base à un niveau permettant le maintien d'un enseignement de qualité ;</b>            Eropsetze vum Kontingent vun den Unterrechtsstonnen op en Niveau, deen d'Qualitéit vum Enseignement garantiert;         </p>	<p>           déi gréng ont soutenu l'introduction d'un contingent de leçons aux écoles, en vue d'une répartition plus correcte des ressources disponibles et partagent l'avis qu'il y faut encore des adaptations. Néanmoins, nous estimons qu'il serait plus judicieux de renforcer le contingent de base de 16 élèves par classe de manière générale, mais de renforcer l'influence du milieu socio-économique sur le calcul du contingent. Ce facteur permet actuellement d'augmenter le contingent d'un maximum de 20%, il devrait avoir une influence plus grande.         </p> <p>           Pour maintenir la qualité de l'enseignement, pour soutenir tous les élèves et plus particulièrement les élèves à besoins spécifiques et enfin pour réduire la bureaucratie, nous demandons également un renforcement des équipes multiprofessionnelles et leur rattachement aux écoles.         </p>

<p><b>Le renforcement de l'autonomie des comités d'école et des libertés pédagogiques ;</b>  Eng Verstärkung vun der Autonomie vun de «Comités d'école» a méi pädagogesch Fräiheete fir d'Enseignanten</p> <p><b>La réduction de la bureaucratie ;</b>  Eng Reduktioun vun der Bürokratie zugonschte vum Asaz vun den Enseignanten an den Educateure bei de Kanner.</p>	<p>déi gréng se sont toujours prononcés en faveur de l'introduction d'une véritable direction pour les écoles fondamentales. Une direction avec un secrétariat permettrait à la fois de réduire la bureaucratie pour les enseignants et de renforcer l'autonomie des écoles.</p> <p>La concertation des enseignants d'un même cycle, la composition et les missions des comités d'école sont des mesures utiles introduites par la nouvelle loi scolaire et déi gréng ne voient pas d'opportunité à les changer.</p>
<p><i>Pour l'enseignement secondaire :</i></p>	
<p>(La revendication manque dans la traduction française)  Eng „Mise à plat „ vun der geplangter Reform vum Secondaire an engem verstännegen Diskussiounszäitraum vun 12 bis 18 Méint;</p>	<p>C'est également pour déi gréng un moyen de choix pour arriver à sortir de l'impasse de l'affrontement actuel.</p>
<p><b>Le retrait de la promotion automatique entre la 7e et la 6e</b>  Keng automatesch Promotioun tëschent 7e a 6e</p>	<p>déi gréng ont toujours favorisé l'introduction d'une filière unique pour tous les élèves à l'âge de l'obligation scolaire. Nous sommes conscients que l'introduction d'une filière unique ne mène pas automatiquement à un meilleur enseignement.</p> <p>Néanmoins, il est certain que le redoublement de classe n'est pas un moyen utile pour gérer l'hétérogénéité dans nos classes et que la répartition en 3 filières favorise la ségrégation sociale. Il faut donc modifier le système existant.</p> <p>Le terme « promotion automatique » est néanmoins mal choisi et suggère en fait une logique erronée. Nous insistons sur une adaptation de cette approche pour aboutir à un concept de « continuation des</p>

	<p>apprentissages » (sans redoublement).</p> <p>Evidemment, l'abolition pure et simple du redoublement, c'est-à-dire sans l'introduction de mesures efficaces pour gérer l'hétérogénéité dans nos classes, resterait inefficace.</p> <p>Pour permettre une continuation des apprentissages sans redoublement, il faudrait réduire les effectifs de certaines classes de l'enseignement secondaires, installer un soutien précoce pour les élèves à risques et réduire le facteur d'échec que constituent actuellement et aussi dans la proposition de réforme les compétences en langues.</p>
<p><b>Le refus de l'enseignement par compétences dans l'enseignement secondaire : et de l'évaluationnité malade qui en résulte ;</b>  Keen «Enseignement par compétences» mat der iwwerdriwwener «Evaluationitis»;</p>	<p>L'enseignement par compétences ne peut être une fin en soi, ni dans le fondamental, ni dans le secondaire. Il faut que l'enseignement englobe à la fois l'appropriation de savoir en tant que tel, l'application du savoir et enfin la connexion avec le savoir des autres branches.</p> <p>Le but de l'évaluation reste pour nous le même que pour l'enseignement fondamental et nous l'estimons nécessaire. Les critères d'évaluation doivent néanmoins être cohérents, le bilan d'évaluation doit être utile et lisible pour les élèves, leurs parents et leurs enseignants successifs du parcours scolaire.</p>
<p><b>L'abandon des deux dominantes censées remplacer les sections actuelles ;</b>  Keen Ersetzen vun deenen aktuelle Sektioenen duerch nëmmen 2 Dominanten;</p>	<p>Le modèle et l'argumentaire de la réduction des sections actuelles à seulement deux dominantes, proposés par le MENFP ne nous ont pas convaincu. Tout n'était pas mauvais dans le système actuel qui puisse justifier un tel changement complet du système des sections. Le ministère est d'ailleurs lui-même en</p>

	<p>mal d'arguments pour réfuter les différents modèles alternatifs proposées ces derniers mois par les enseignants. Pourquoi pas 3, 4 ou 5 dominantes ou sections ? Il s'agit apparemment non pas d'un choix raisonné, mais d'une décision plutôt arbitraire sur laquelle le Ministère refuse depuis plus d'un an la moindre modification... déi gréng sont pour la modification du concept des deux dominantes.</p>
<p><b>Le retrait du « travail personnel » sous sa forme actuelle ;</b>  Keen «Travail personnel» an der geplangter Form;</p>	<p>Pour déi gréng l'introduction d'un « travail personnel » pour les élèves des classes du cycle supérieur du secondaire pourrait être une mesure utile. Néanmoins, une telle généralisation d'un « travail personnel » requiert d'un côté une préparation minutieuse, et ceci déjà dans les classes du cycle inférieur et de l'autre côté la mise à disposition de lieux de travail appropriés dans les écoles afin de ne pas introduire un nouveau instrument de ségrégation sociale dans l'enseignement. Actuellement, nous ne voyons aucune de ces conditions réalisées</p>
<p>(La revendication manque dans la traduction française)  E fundamentalt Iwwerdenke vun der Ausriichtung vun der neier «Formation professionnelle».</p>	<p>Lors d'une conférence de presse en 2011, déi gréng avaient déjà dénoncé une réforme de la formation professionnelle bâclée et incohérente car mal préparée, peu discutée avec les intervenants et les patrons et transposée trop hâtivement.</p>

## *Pour la réforme de la Fonction publique:*

**Le refus du système d'appréciation personnelle prévu ;**

*Keng perséinlech Appreciatiounen, wou jiddereen de schéine Männeche maache muss;*

**Le refus de la gestion par objectifs ainsi que des entretiens individuels ;**

*Keng «Gestion par objectifs», déi zum Ranking vun de Schoule féiert;*

**Le refus de la dévalorisation de nos carrières professionnelles ;**

*Keng Verschlechterung vun eise Carrièren;*

**Le refus de la hiérarchisation de nos carrières et de la courtisanerie qui s'ensuit.**

*Keng Hierarchiséierung an eisem Beruff, déi nëmmen zu Paltongszéierei féiert.*

Il est difficile de juger actuellement des effets de la réforme de la fonction publique sur l'enseignement, parce que nous ne disposons pas encore des données nécessaires. Et ce « flou artistique » attise évidemment les craintes du secteur éducatif.

En ce qui concerne les revendications des syndicats, nous pouvons soutenir la version luxembourgeoise des revendications, nous ne partageons pas les deux premiers tirets des revendications, versions française :

- un système d'évaluation ou d'appréciation du travail sera tout à fait utile, mais il faut un système intelligent qui élimine autant que possible le risque de favoritisme et de sanction arbitraire par le supérieur hiérarchique.
- Pas de refus catégorique d'une gestion par objectifs, ni des entretiens individuels. Ces mesures pourront être utiles, mais à condition de soigner les détails ;
- Pas de dévalorisation des carrières, ni de dévalorisation de la tâche de l'enseignant dans la salle de classe par rapport à celui détaché à une tâche administrative. Ces deux carrières doivent rester attractives et valoriser le travail réalisé.



## **CONCLUSION :**

Nous ne soutenons donc pas toutes les revendications des syndicats. Nous sommes d'avis que les réformes dans l'enseignement vont, pour la plupart dans une bonne direction. Mais ils restent beaucoup de questions ouvertes, voire des contradictions entre certains objectifs annoncés et des mesures proposées. Nous aurions souhaité prolonger les travaux de préparation du projet de loi et nous attendons toujours une plus grande ouverture du Ministre envers les remarques et critiques formulés par les différents intervenants que sont les directions des lycées, les commissions nationales des programmes et les associations et syndicats du secteurs éducatif.

Les réformes ont été précipitées et n'ont pas été préparé comme elles l'auraient mérité, ce que nous regrettons vivement. Ce constat concerne aussi bien les réformes du fondamental, du secondaire que celles de la formation professionnelle. Les exemples de la précipitation ministérielle sont multiples : création de cinq écoles en mouvement pour préparer la réforme de l'enseignement fondamentale, abandon du projet avant le temps prévu, aucune conclusion tirée de l'expérience.

Réalisation de la réforme de l'enseignement professionnel, sans que les programmes aient été établis, désordre dans les lycées, auprès des élèves et parents, dans les milieux professionnels...

Certes, Madame la Ministre consulte les différents intervenants du secteur, mais apparemment elle persiste à ignorer toute critique, proposition ou remarque constructive venant de l'extérieur du ministère. Cette stratégie du « à prendre ou à laisser » est une des raisons essentielles de la contestation générale. Le fait d'avoir insisté contre vent et marée à présenter une proposition de texte de loi bien que des questions essentielles et notamment sur les méthodes de travail et sur le contenu ne furent même pas abordés, a mené à une contestation sur des points de réforme qui étaient déjà pratiquement des acquis (enseignement fondamental). Enfin, la présentation d'un projet de réforme de la fonction publique avec ses influences inconnues jusqu'à présent pour le secteur éducatif contribue énormément à élargir et à radicaliser la contestation, jusqu'à ce quelle soit quasiment générale et que l'avenir de la réforme scolaire soit entretemps sérieusement compromise.

**Il est urgent de sortir de l'actuelle logique d'affrontement entre Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle et Enseignants. A défaut, ce seront avant tout nos jeunes qui en feront les frais. Pourtant, c'est justement leur formation et leurs chances d'avenir que la réforme se doit de renforcer en plaçant les besoins des élèves au centre des travaux de réforme.**

**\*\*\***